



# l'internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE



(Photo Dalmas)

## Comment en finir avec le Régime ?

Depuis 1958, la gauche respectueuse, en tant qu'opposition à S. M. l'empereur Charles, n'attendait une solution à son régime que de la mort du souverain. Il peut sembler qu'il y ait un changement avec la candidature Defferre; mais il s'agit là plus d'un changement de forme que de fond. Certes, et quel que soit le degré d'accord sur la personne du candidat, l'opposition bourgeoise comme les grands partis ouvriers traditionnels semblent vouloir faire triompher aux élections présidentielles la candidature d'un homme désigné par eux. Mais la dispute sur le choix de l'homme laisse en retrait le véritable problème.

Où en est-on en effet de l'évolution du régime? La bourgeoisie quasi tout entière a eu besoin de de Gaulle pour se dépêtrer de l'af-

faire algérienne. Ce fut la raison immédiate de sa venue au pouvoir. Mais il lui a rendu un autre service « historique ». Il l'a débarrassée d'institutions étatiques qui, par ce qui leur restait de caractère démocratique, n'étaient plus compatibles avec le rapport des forces sociales et suscitaient l'instabilité. Mais la bourgeoisie ne connaît pas la gratitude. De Gaulle commence à lui peser. Certes, il défend ses intérêts, mais en Bonaparte qu'il est. C'est-à-dire non en simple mandataire, comme le faisaient les Pinay, les René Mayer ou les Schumann de la Quatrième République, mais avec son « style », ses idées propres, ses propres fins politiques, la « certaine idée » qu'il s'est « toujours fait de la France ». Ainsi, dans l'opération de la reconnaissance de la Chine, de Gaulle sert la bourgeoisie en lui ouvrant l'immense marché chinois, mais sa détermination est fondée surtout en cette affaire par sa volonté de manifester à ses alliés atlantiques son indépendance, sa capacité d'initiative et d'imposer ainsi aux « grands » le dialogue avec lui. Pour la timide bourgeoisie française, d'ailleurs étroitement liée d'intérêts avec les autres bourgeoisies occidentales, ce heurt in-

ter-impérialiste est mal vu, et d'autant plus qu'elle sent de tout son instinct combien elle risque d'être dupe de ce « souper avec le diable », tandis que de Gaulle ignore les forces sociales et, élève de Machiavel et de Retz, aborde tous les problèmes du seul point de vue de la stratégie politique.

Quant au plan de stabilisation dont les travailleurs font tous les frais, bien qu'il constitue l'ensemble de mesures économiques le plus favorable aux capitalistes que l'on ait vu depuis longtemps (favoriser la modernisation de l'équipement, maintenir les hauts niveaux des profits, instituer par le chômage une armée industrielle de réserve) c'est moins l'œuvre de de Gaulle lui-même que de son état-major économique et financier.

Et celui-ci est l'émanation directe du grand capital, Pompidou en tête. Il se peut que finalement le grand homme historique s'avère décidément trop incontrôlable, trop indépendant de la propre légalité bourgeoise que cependant il fonde, et qu'au vieil homme on préfère en haut lieu un candidat plus légaliste et plus fidèle.

Et parallèlement, d'autres capitalistes français ou étrangers semblent porter le plus grand in-

térêt à la candidature Defferre. Voilà sans doute un homme dont l'idéal européen et la foi atlantique ne peuvent être suspectés, qui cependant pourrait désorienter les masses. Il n'est nullement certain que cette candidature recueille l'assentiment de la majorité du grand capital, loin de là. Mais même cette hypothèse ne peut être rigoureusement écartée si la classe ouvrière et la paysannerie amplifient leurs actions et deviennent menaçantes.

A l'égard de cette opération, il s'en faut de beaucoup que les partis de la gauche ouvrière soient enthousiastes. Si le gros de la S.F. I.O. est excité à l'idée de se revoir sur le chemin de l'assiette au beurre, Mollet, dupeur-dupé, tente de reprendre l'initiative avec un langage ouvrieriste et socialiste, qui double le P.S.U. sur la gauche, et des exigences démocratiques qui ne laissent en partage que l'approbation au P.C.F. Le parti de Defferre proclame bien que le socialisme est réalisable tout de suite, mais il n'a à proposer qu'un contreplan, c'est-à-dire une variante, utopique en régime bourgeois, de l'invention gaulliste. Quant au P.C.F., il est attaché à la formule de programme commun. Commun à qui?

(suite en page 2)

FEVRIER 1964

n° 19 • 1 F

Afr. du N. : 0,50 F